

Bonjour à toutes à tous,

Cher(e)s délégué(e)s, cher(e)s collègues,

Je commencerai mon rapport moral saluant et remerciant chaleureusement l'action de toutes celles et ceux qui ont contribué à la réussite de nos activités tout au long de l'année : l'énergie de nos élus dans le Conseil d'administration, de nos formateurs non permanents et des personnels des activités sociales qui concourent à la mise en œuvre de l'habilitation détenue par L'IFOREP que nous avons brillamment obtenu pour la période 2018-2020.

L'assemblée générale de l'IFOREP se réunit pour porter un regard sur l'exercice 2017, et statuer bien évidemment sur les différents rapports.

Le mandat de délégué vous invite à porter la parole de nos adhérents respectifs et par extension des électriciens et gaziers et de leurs familles, à débattre, proposer, à prendre des décisions sur des questions liées au présent et à l'avenir de l'IFOREP outil au service de ses adhérents.

Ce moment est important, parce qu'il est réglementaire certes, mais parce que nous avons décidé que l'IFOREP devait être, un outil de mobilisation permettant de travailler les convergences et de coopérer avec tous ceux qui agissent pour les « droits à... »: droits à l'éducation, à la culture, à la santé, aux vacances, à l'énergie.....

Par son histoire, par la diversité de son conseil d'administration et de ses adhérents, par l'engagement des femmes et des hommes qui y sont présents, par les énergies qu'il attire et qu'il fédère, l'IFOREP doit être un laboratoire d'idées, une force de réflexion et de propositions.

Pour cela, prenant le parti d'être ancré dans une démarche d'éducation populaire, l'IFOREP doit contribuer à nous faire passer du découragement et de la sidération face à la casse sociale, à la résistance; mieux à la transformation sociale et politique d'une société profondément injuste et inégalitaire, dominée par les puissances financières.

Fidèle à notre démarche, nous avons mis en place des formations sur des sites où la CCAS a accueilli des réfugiés et ainsi favoriser, l'échange, le débat, le partage.

Nous continuons de développer des formations socioéducatives avec des partis pris ancrés dans l'éducation populaire et des valeurs porteuses de sens pour les activités sociales.

Nous souhaitons continuer à donner de la matière pour alimenter nos réflexions collectives par l'organisation de colloque (à l'issue de l'AG une présentation sur les enjeux du numérique et des liens sociaux)

Je laisse le soin au secrétaire et au trésorier de vous faire un point sur la bonne santé de l'institut au travers du rapport d'activité et de gestion.

Je me permettrai pour ma part de vous présenter le rapport moral. Avec une conclusion en forme d'urgente nécessité nous exhortant à lutter.

En effet nous sommes dans une période de fragilisation et précarisation du salariat à l'échelle mondiale, même si les médias, relais de la pensée unique et libérale, considèrent la bonne santé d'une société, d'une nation, d'un continent, du monde au travers du prisme des dividendes versés ; avec pour 2018 un nouveau cru d'excellence par une hausse de 7,7 % qui suit 2017, année record. Au deuxième trimestre c'est plus de 13% de hausse à l'échelle

internationale, avec 497,4 milliards de dollars, ils devraient dépasser les 1000 milliards annuels, voire 1300 milliards selon certaines prévisions!

Par-delà ou plutôt à cause de ce ruissellement d'argent sur les grandes fortunes et les marchés financiers, le monde ne va pas mieux.

Les régimes d'autocrates sont toujours plus nombreux sur le devant de la scène et de la géopolitique. Ils génèrent des conflits. Des centaines de millions de femmes et d'hommes souffrent de leurs politiques nationalistes et de courte vue. Des politiques qui ne sèment que guerre et terreur au profit d'une poignée d'individus qui captent les richesses créées.

Ce ne sont pas moins de 400 millions de jeunes, qui vivent dans des situations de conflit armé ou de violence organisée. Victimes de privation, d'actes de harcèlement ou d'intimidation, d'autres des violations de leurs droits, ils n'ont pas accès à l'éducation, à la formation et à des emplois décents, à la santé. Chiffres de l'ONU.

Le monde connaît des mouvements de population sans précédent : 65,6 millions de personnes ont été chassées leurs foyers à la fin 2016, 22,5 millions de personnes sont des réfugiés dont la moitié sont des jeunes de moins de 18 ans. Chaque minute 20 personnes sont déracinées.

Outre les persécutions et les conflits (Syrie, répression kurdes, colonisation de la bande de Gaza, Yémen, Soudan...), les catastrophes naturelles (inondation en Inde, en Chine, tempêtes d'eau ou de feu au Japon, aux Etats-Unis...), les événements socioéconomique causées par l'homme, peuvent contraindre des populations à chercher refuge dans d'autres régions ou d'autres pays.

Tandis que des États européens se divisent sur l'accostage d'une centaine de futurs demandeurs d'asile, le Pakistan, l'Iran, la Turquie, le Liban, la Jordanie sont contraints d'accueillir ou d'héberger, des dizaines de millions de réfugiés et ce depuis des années sans que cela n'émeuve personne !

L'Aquarius est le symbole et l'illustration parfaite d'une Europe pour qui le mot solidarité ne veut plus rien dire. L'Europe, tant vantée, la belle idée de solidarité, de coopération, se déchire, procède au chantage les plus vils, joue sur les fibres nationalistes pour se dégager de toute responsabilité quant à l'accueil des réfugiés, d'ailleurs certains gouvernements réactionnaires de pays tels la Pologne et la Hongrie refusent toute idée d'accueil. Fidèle à leurs valeurs, loin de ces dangereuses régressions idéologiques, les activités sociales soutiennent l'association SOS méditerranée qui affrète l'Aquarius.

Les réfugiés dans le regard déshumanisé des dirigeants Européens ne sont plus que chiffres. C'est écoeurant, abject, cynique et inhumain.

Le gouvernement Français n'est pas en reste. La loi asile-immigration a été adoptée par le parlement le 1er août. Cette loi nauséabonde fait l'objet d'un recours des élus socialistes, communistes et insoumis devant le Conseil constitutionnel pour atteinte à des principes fondamentaux, notamment le principe constitutionnel indiquant que «*Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.* » Cette loi ne répond pas aux enjeux de l'accueil des migrants, cela ne rendra pas le traitement de la situation de ces hommes, femmes, enfants déjà fragilisés, humaine et solidaire.

Ces politiques ouvertement nationalistes, ces attitudes ambiguës de la plupart des pays et de l'union sont à mettre en rapport avec les politiques antisociales conduites sous le diktat de l'Europe des finances et qui s'appliquent violemment partout en EUROPE et qui concourent inexorablement à la montée de l'extrême droite sous le regard bienveillant des multinationales pour qui les idées « nationalistes » ne sont pas en opposition avec le libéralisme financier. Les migrations contraintes et massives, la clandestinité et la précarité imposée aux travailleurs sans papiers, les divisions entre salariés, la déréglementation toujours plus dévastatrice des marchés du travail avec un dumping social catastrophique, tout cela est finalement bon pour le taux de profit. Des pays entiers sont renvoyés en arrière

comme la Grèce. L'union européenne est en train de vaciller, qu'importe pour les marchés financiers.

D'ailleurs cela en est devenu la norme à l'image de la présidence du conseil de l'Union européenne donnée au président autrichien qui affiche sa volonté de mettre en œuvre la chasse aux migrants avec la création de centres de rétention aux portes de l'Europe, la chasse aux droits et garanties des travailleurs en s'attaquant à ce qu'ils appellent la surréglementation (la possibilité de transposition plus favorable aux travailleurs pour les états membres).

Sans réactions sociales et politiques les plus larges, le capitalisme à de beaux jours devant lui. Mais la barbarie peut aussi à nouveau éclore en Europe.

L'Autriche ou l'extrême-droite est au pouvoir en alliance avec d'autres, en est le parfait exemple: son gouvernement conduit une politique antisociale avec par exemple le passage de dix à douze heures des horaires journaliers ou de cinq à quatre semaines de congés payés ! Ceux qui doutent que l'extrême droite préserve le système capitaliste et pas les intérêts des travailleurs ont, avec cet exemple réactionnaire et antisociale de quoi de quoi leur dessiller les yeux!

Plus proche de nous, le fameux exemple à suivre, l'Allemagne, où les réformes du marché du travail ont abouti à une paupérisation d'une large partie de la population ce qui fait désormais clairement le jeu de l'extrême droite rentrée en force au parlement ce qui évoque de dramatiques précédents. Que dire du gouvernement italien avec son sulfureux et xénophobe vice-président du conseil des ministres, où une alliance improbable entre un mouvement dit de rénovation politique et l'extrême droite, a banalisé les pires thèses de ségrégation sociale, divisant les salariés entre eux, opposant les régions entre elles, faisant des immigrés les boucs émissaires commodes de la crise du système.

En France les politiques du président des riches avec le gel des salaires, des pensions, la hausse de la CSG, la diminution des impôts pour les plus riches, les exonérations fiscales massives pour les entreprises, la remise en question de notre modèle social, les coups de

serpe dans l'assurance chômage et la sécurité sociale, la volonté de remise à plat du système par répartition des retraites, la diminution des droits des salariés sont de la même veine.

A qui profite ces régressions sociales qui préparent les pires lendemains politiques ? ????

La France figure au top 3 du palmarès des taux de rentabilité du capital et verse plus de 10% du total mondial des dividendes. Avec au 2ème trimestre 50.9 milliards! Dans l'hexagone l'augmentation atteint 23,6% ! C'est mieux que le livret d'épargne populaire !

Et que croyez-vous que prévoient le gouvernement dans la loi pacte, la privatisation d'entreprise public ENGIE, GRT, les aéroports, la française des jeux,...

Que croyez-vous que prévoient ces entreprises du CAC 40 ? Et bien des suppressions d'emplois !! Certaines profitant des facilités des ordonnances El Khomri puis Penicaud. Quinze mille postes supprimés ou menacés chez 34 entreprises du CAC 40. Airbus, 470 postes ; Axa, 160 ; BNP Paribas, 5 000 ; Michelin, 1 500 ; PSA, 2 200 ; Sanofi, 657 ; Schneider Electric, 150 ; Société générale, 2 135 ; Solvay, 160 ; Veolia, 572. Sans compter l'explosion des ruptures conventionnelles, manière déguisée de licencier à bon compte.

Et que croyez-vous que le gouvernement fait ? Et bien il poursuit sa politique d'allègements fiscaux dont bénéficient ces mêmes groupes, notamment avec le CICE, le CIR et les multiples dispositifs en faveur de l'emploi peu qualifié. Dans les IEG les fermetures des centrales à charbon et thermiques sont confirmées, celle de Fessenheim sur les rails et d'autres annoncées dans le cadre de la PPE.

Les Français croient-ils que cela va aux salaires, aux conditions de travail et à l'emploi, aux investissements, à la recherche ? Les travailleurs, savent bien que non ! C'est la razzia des fruits de leur travail, des richesses que les travailleurs créent de leur labeur !

Cette casse des garanties sociales qui généralise le travail low cost, fait sombrer le pays, dégrade son économie touche le secteur de la formation, domaine essentiel portant pour son rayonnement.

L'accord issu de la négociation nationale sur la formation professionnelle en début d'année à les plus néfastes conséquences:

- une logique d'individualisation de la formation, initiée par la création du Compte Personnel de Formation (CPF) en tant que dispositif unique ;
- une baisse d'1 milliard d'euros des obligations faites aux entreprises pour le financement de la formation professionnelle des salariés ;
- un démantèlement complet du système de financement de la formation ;
- une remise en cause de la reconnaissance des qualifications, des diplômes à travers les « blocs de compétences » ;
- une réforme de l'apprentissage qui confirme la volonté de revenir au « paiement à la tâche » et donc de baisser les salaires ;
- la disparition du Congé Individuel de Formation (CIF), seul droit à formation opposable dont disposent les salariés ;
- un Compte Personnel de Formation doté de plus d'heures mais qui restera un leurre pour la majorité des salariés ;
- un nouveau système où le salarié perd des droits « formels » transformés en droits « virtuels » et capitalisables qu'il devra compléter sur son propre budget et sur son temps personnel..

Ces choix s'inscrivent en plein dans le processus déjà engagé contre les services publics, l'éducation nationale et les organismes de formation tels l'AFPA, les GRETA et le CNAM. Après les reculs sociaux sur le Code du travail, la réforme du baccalauréat, la sélection à l'université, etc., le patronat obtient ainsi une nouvelle régression en matière de droit à la formation professionnelle.

Cette réforme va accroître les inégalités d'accès à la formation, alors qu'un accord répondant aux enjeux d'avenir était nécessaire et possible.

Le dogmatisme du gouvernement le rend aveugle sur les enjeux de la formation professionnelle pour le monde du travail.

Ainsi des nouvelles contraintes fortes vont peser sur les différents acteurs de la formation et par ricochet obscurcir l'activité autour du socioéducatif qui est le premier pas vers les emplois autour de l'éducation au sens large. Il va nous falloir redoubler d'initiatives pour y faire face, combattre cette logique régressive.

On le voit les mêmes logiques sont à l'œuvre, le même fil rouge, partout, hausse du coût du capital, baisse des salaires, pensions, retraites, attaques des services publics, abandons industriels, remise en cause des garanties des travailleurs.

Ce sont ces logiques qui après la SNCF tentent d'être appliquées aux secteurs de l'énergie.

Nous vivons une période qui va être certainement un tournant dans l'histoire des industries électriques et gazières, de notre statut donc, de nos activités sociales bien évidemment.

Le processus d'accélération du démantèlement des secteurs du gaz et de l'électricité est en marche.

Le vote sur la loi de transition énergétique se devait d'avoir des vertus environnementales. Elle est en fait une loi qui constitue un prétexte à une totale libéralisation du secteur du gaz et de l'électricité.

Les conséquences sont la privatisation prévisible de l'électricité hydroélectrique, la vente du capital des réseaux de transport du RTE, la suppression du tarif réglementé gaz et les rumeurs insistantes dans les milieux financiers, au ministère de l'économie font état d'une prochaine privatisation, non seulement d'Engie mais aussi d'EDF. Des rumeurs qui deviennent le slogan du nouveau ministre de l'écologie François de Rugy « je ne suis pas pour le changement par principe mais le statut quo à EDF n'est pas dans l'intérêt de l'état et de l'entreprise » adversaire déclaré de EDF, il se situe dans la droite ligne libérale du président des riches qui ne fait qu'accélérer la vente à la découpe pour favoriser les monopoles privés. Ainsi Engie semble décider d'aller au bout de sa logique de mutation aux résultats incertains en bradant sa division nucléaire. TOTAL qui vient de racheter Direct énergie, comme la plupart des géants de la grande distribution sont tous en ligne pour s'accaparer les parts de marché que va leur offrir cette déréglementation à la puissance dix.

De puissantes campagnes des média sont en cours pour discréditer l'entreprise d'état et de service public qu'est EDF et décrédibiliser l'intérêt industriel de la filière nucléaire.

Sans compter que le gouvernement et les employeurs ne se cachent plus et annoncent la suppression de 10 000 emplois dans les différentes entreprises de la branche et ils s'attaquent, une nouvelle fois, de manière drastique au pouvoir d'achat des agents actifs et inactifs des Industries Electriques et Gazières, ciblent le régime spécial et imposent une baisse forte de la subvention des activités. Le salaire des agents sous toutes ses formes est attaqué.

La réponse existe, il nous faut collectivement porter une revendication très claire :

« Le service public de l'énergie »

Il a son utilité pour faire éclore toutes les potentialités d'un mix énergétique étendu. Il a un rôle essentiel à jouer pour le nouveau nucléaire déjà lancé et pour rattraper notre retard dans les renouvelables, sans opposer énergies et entreprises ! Pour aussi freiner la hausse immodérée des tarifs qui aggrave comme jamais la précarité énergétique des moins favorisés et pénalisent nos entreprises. Tirera-t-on les leçons de dix ans de concurrence imposée par l'UE alors qu'aucun des objectifs n'a été atteint ? Enfin une régulation publique digne de ce nom en France et en Europe ? Plusieurs fédérations ont fait de la défense du service public l'axe centrale de leurs actions, c'est le cas aussi des CCE des diverses entreprises qui mènent une campagne aux échos favorables dans l'opinion. Au moment des choix puisque la PPE va bientôt être dévoilée, le plus large rassemblement des agents, des usagers, des fédérations et confédérations, est un enjeu crucial pour l'emploi, l'industrie et aussi pour le droit à l'énergie qui doit rester 100% publique.

Les salariés ont décidé de lutter pied à pied depuis plusieurs années sur le triptyque salaire, emploi, service public dans le champ des entreprises de la branche avec des mobilisations et des actions qui s'organisent en intersyndicales pour construire les conditions du rassemblement le plus large également avec les usagers à l'image.

Des salariés de la distribution (Enedis et GRDF) qui se sont fortement mobilisés en Juin et Juillet avec plus de 250 sites bloqués et se sont déployés auprès des usagers et des politiques.

Des salariés des barrages hydro électriques qui depuis 2 ans multiplient les initiatives contre la privatisation des barrages avec en fer de lance des actions médiatiques construites avec les usagers.

Des salariés de la production thermique qui ont construit des projets alternatifs à la fermeture des sites de production comme proposé par les salariés et la CGT avec un projet de biomasse à Cordemais repris à son compte par EDF.

Des salariés d'ENGIE qui s'oppose à la privatisation totale de l'entreprise avec un possible rachat par TOTAL et refusent la délocalisation de leurs centres d'appels.

Des représentants des salariés qui multiplient les initiatives avec les CCE et le CE auprès des salariés et des usagers pour porter le service public de l'énergie

Ce sont autant de point d'appui, qui doivent permettre d'élargir les luttes et construire les convergences les plus larges possibles du local au national et avec toutes celles et tous ceux qui portent une transformation nécessaire de la société. C'est ensemble, salarié(e)s de toutes les entreprises de la branche que nous devons exiger les moyens utiles pour nos activités sociales, pour notre protection sociales, nos conditions de travail, nos salaires et pour un service public de l'énergie.

Ultime point, mais crucial : produire, transporter, distribuer de l'énergie restent des processus complexes, souvent dangereux pour l'être humain et son environnement. Ce n'est certainement pas la dérégulation des législations et protections sociales en cours qui permettra la reconnaissance indispensable des personnels qui les mettent en œuvre. Sans sécurité professionnelle pas de sureté énergétique non plus. Un statut élargi des salariés du secteur est plus que jamais nécessaire.

Le projet industriel d'un pays aujourd'hui, ne peut se résumer à la seule dimension financière, économique.

L'histoire de nos entreprises, leurs réalités sociales, les richesses créées par les travailleurs doivent être au cœur d'un projet global pour notre société.

Pour cela, le statut des IEG doit être la base d'une construction ambitieuse pour l'ensemble des salariés du champ professionnel des IEG y compris les sous-traitants.

Sur le champ des activités sociales, Il nous revient la responsabilité de faire évoluer nos organismes, nos organisations pour répondre à l'enjeu des activités sociales de demain. En effet la modification du périmètre des IRP avec la mise en place du CSE interrogera inévitablement le syndicalisme. Le numérique et ses multiples formes de développement (outils, réseaux, compétences, transformation du travail) est un fait social qui bouleverse non seulement le secteur énergétique mais aussi tous les domaines d'intervention des ASS. Uberisation, marchandisation sous contrainte des GAFAM? Ou développement de tous nos potentiels sociaux et économiques par la maîtrise des agents, des internautes citoyens? Là aussi c'est l'heure des choix et nous militons pour un digital alternatif. La numérisation des organismes est déjà bien avancé, il nous faut amplifier, accélérer, être encore plus proche des bénéficiaires, de leurs pratiques dans leur diversité. Et, avec eux, bâtir des alternatives, être original.

C'est à partir de ce contexte qui pourrait être disruptif que nous devons faire le choix d'une adaptation aux évolutions de pratiques de nos bénéficiaires, se servir du numérique comme une force et non une faiblesse capable de créer des dynamiques collaboratives, des dispositifs inclusifs des bénéficiaires dans les décisions et ou la construction des offres, de faire évoluer nos modes de relation en proximité autant d'enjeu qu'il sera nécessaire de s'approprier pour construire et non subir.

Plus que jamais pour ne pas se laisser enfermer dans une bataille défensive, qui a couté chère aux camarades cheminots même si la bataille de leur statut est loin d'être finie. Il nous faut faire vivre l'extension des droits et garanties à tous les salariés de l'énergie, des groupes, concrétiser le statut de l'énergéticien. La réforme annoncée des retraites, l'individualisation

et la fin des régimes spéciaux qu'elle porte vont être l'occasion de déployer en grand nos contre-propositions de reconquête sociale.

La journée du 9 octobre et celles qui suivront s'inscrivent dans la droite ligne des mouvements et des journées qui se succèdent depuis quatre ans et doit être un ancrage pour faire converger les revendications légitimes de tous les salariés et retraités, les revendications aussi diverses ne s'opposent pas, elles se complètent.

Elles sont les solutions pour redresser l'économie, redistribuer les richesses et améliorer les conditions de vie et de travail pour toutes et tous.

Il nous appartient d'enfoncer le clou face à un président qui dégringole dans les sondages, un gouvernement et une majorité qui se fissurent, une opinion qui a compris que la politique menée n'avait rien de nouveau et était au fond une démarche de droite et qui malgré les médias aux services du patronat mesure l'absolu nécessité de construire du commun. Les services publics sont une réponse comme la protection sociale, des garanties collectives de haut niveau pour les salariés

Sans une répartition des richesses, du travail, le monde ne peut pas aller mieux. A nous de bâtir ici et maintenant les luttes et innovations sociales pour s'atteler à crédibiliser une alternative.

L'IFOREP à sa mesure entend contribuer à ce mouvement d'ensemble. Nous pourrions envisager les initiatives suivantes pour les mois à venir :

- nouvelles sociologies et attentes des bénéficiaires.
 - Quelles contributions des CE dans le vivre au quotidien ?
 - Quelles offres vacances des CE pour les années à venir ?
 - La place des Activités sociales dans les garanties collectives des salariés ?
- Nous envisageons également la mise en place d'une plate-forme numérique pour mieux interagir avec nos adhérents et ainsi mettre à disposition des productions, des littératures afin Contribuer au positionnement stratégique des activités sociales.

- Nous pourrions également réfléchir ensemble à élargir la représentation du CA et Créer un conseil scientifique composé de personnalités qualifiées(ancien dirigeant élu/pro, personnalité externe ...) pour éclairer sur le plan politique, éthique l'action du CA et de ses adhérents.
- Nous pourrions également réfléchir à construire des parcours d'intégration et de formation pour favoriser l'accès au travail à des personnes en situation de handicap en les positionnant en accompagnements des collectifs pédagogiques

Pour mener à bien tous nos projets, Il n'est pas d'outil sans femmes et hommes engagés, le chemin de la transformation sociale nous le construirons ensemble dans la diversité, dans l'échange, le débat. C'est l'essence même de l'éducation populaire. C'est cet héritage, cette méthode originale d'intervention sociale et politique qu'il nous faut refonder en permanence pour qu'elle remplisse encore et toujours son rôle : contribuer à faire des citoyens qui, en agissant, comprennent et, en comprenant, agissent pour transformer le réel et le rapprocher de l'idéal.

A ce stade je reprendrai pour notre la citation du CHE « le présent est fait de lutte, l'avenir nous appartient »